Ne pas se contenter de l'émeute, exiger bien plus !

Le 16 mars : démonstration de force…et de faiblesse

Depuis le 16 mars, date de la fin du Grand Débat et de "l'Ultimatum" des Gilets Jaunes, de nombreux appels circulent sur les réseaux sociaux. Il faut faire de Paris "la capitale de l'émeute", il y a de nouveaux "Ultimatums" et des appels à la "Révolution". Une agitation politique donc, une stimulation émeutière, une conflictualité assumée qui se place sous le signe de l'antagonisme premier contre Macron et sa police. Pour qui suit particulièrement - avant tout - les réseaux sociaux, ces appels semblent avoir du sens et matérialiseraient une continuité du soulèvement des GJ. Pour qui va dans les manifestations, particulièrement depuis le 16 mars, force est de constater deux choses : d'abord, s'il y a toujours du monde qui brave les interdictions de manifester et la répression, il y en a de moins en moins (d'autant plus qu'il s'agit principalement de rassemblements dans les plus grandes villes de France, loin de la tâche d'huile des débuts qui touchait les parkings des zones commerciales et les sous-préfectures). Ensuite, il semble que les potentialités maximales de l'émeute sous la forme que nous la connaissons à atteint ses limites le 16 mars. Sous la forme Gilets Jaunes / Black Bloc. Si le premier "ultimatum" a ruiné les vitrines des Champs-Élysées et l'image internationale de "la plus belle avenue du monde", c'est à dire si l'affront a réussi à occuper l'espace mental et médiatique, c'est aussi que nous y avons été contenus. La police n'a pas été débordée. La force de décembre, c'était justement la spontanéité, le déploiement dans les artères, le caractère insaisissable. La force du 16 mars, c'était la démonstration. Force qui a montré ses faiblesses, de fait.

Symptôme de fin de mouvement

La multiplication des appels à l'émeute est aussi un signe de fin de mouvement. Le déclin du mouvement semble inacceptable pour celles et ceux qui combattent encore. On promeut un dernier effort, celui qui pourrait tout faire basculer, celui qui amènerait la victoire. Mais quelle victoire ? Les mouvements sont faits pour mourir, celui là va mourir. Ce n'est pas grave, il faut simplement l'accepter et en tirer tout ce qu'il y a de positif : des centaines de milliers de personnes ont vécu une expérience politique sans

précédent. Cette expérience à fait prendre conscience, même de façon déformée ou incomplète, de la nature de l'État, des institutions, de la police. Un éveil à la politique par le fait. Prendre cela, c'est saisir les potentialités pour la suite.

L'émeute, une fin en soi ou un moment de la lutte ?

Il me semble que la gauche autonome, dans toutes ses composantes et à son sens le plus large possible, est la sensibilité politique qui a progressivement impregné une grande partie du soulèvement. Tant par les mots d'ordres, les pratiques, les subjectivations. C'est une victoire pour elle. Mais c'est aussi une limite. La répression policière a placé le soulèvement dans une situation ou la confrontation physique reste la seule alternative, une forme de fin en soi. Appeler à l'émeute dans cette situation, c'est se contenter de cette confrontation, *pas plus.* Alors oui, il y aura sûrement d'autres émeutes spectaculaires, mais la question n'est plus là.

Lutte de classes et bataille de l'opinion

Si les réseaux sociaux ont une influence immense à l'heure actuelle, il ne faut pas pour autant ignorer les appareils idéologiques des autres médias : TV, radio, presse écrite. Ici, ce sont des vagues constantes de critiques virulentes contre les GJ, mais surtout contre les casseurs avec tous les efforts que l'on connaît pour faire la distinction entre les deux. Des experts s'accordent à différents degrés soit pour décrédibiliser une rage profonde ou bien en minimiser l'impact. Quoi qu'il en soit, ce sont ces mêmes experts qui sont regardés/écoutés/lus par des millions de personnes. Regardons les chiffres de l'audimat pour nous rendre compte à quel point la TV reste le moyen d'information encore aujourd'hui le plus suivi. Le Comité Invisible à raison de noter que BFMTV tourne en boucle jusque dans les kebabs. Ils en tirent la conclusion que c'est l'un des derniers symptômes d'une société à l'agonie. J'en tire plutôt celle que cette chaîne – et son discours donc - est partout, et qu'elle est le premier moyen d'information de l'ultra majorité de la population. Société malade, oui. Mais la malade ne va pas se laisser mourir de faim. Si on suit les sondages (oui il le faut même aujourd'hui, car au début, quand on lisait que 83% des gens soutenaient les GJ ont était contents), nous devons constater que le soutien aux Gilets Jaunes est en baisse. Largement en baisse. La bataille de l'opinion fait rage. C'est un indicateur de la réussite de l'immense campagne de com de Macron qui, s'il est victorieux aux Européennes et malgré un désaveu total de cette échéance, en sortira en un sens provisoirement renforcé. Même en se coupant d'un large segment de la population – ce qui à moyen terme est un affaiblissement, il a plus ou moins tenu le cap. C'est la même chose pour les chiffres. Oui, Castaner ment. Mais oui aussi, il y a une baisse.

Se satisfaire de l'absence de perspectives ?

Cette baisse s'explique pour de nombreuses raisons (répression, fatigue, clivage gauche/droite …), mais aussi par celle de l'absence de perspectives. Ne soyons pas caricaturaux et notons les centaines de doléances exprimées dans des cahiers,

doléances qui mettent en évidence une multitude de revendications sociales et politiques. Mais ne soyons pas moraux pour autant et considérons que vouloir "vivre dignement de son travail" ou bien le référendum d'initiative citoyenne, ça ne fait malheureusement pas un programme suffisant et susceptible d'entraîner de plus en plus de monde, d'entraîner largement. Lundi Matin semble s'en satisfaire : « Pas mal de Gilets Jaunes auraient probablement du mal à s'entendre sur pas mal de choses. Mais ce n'est pas un programme commun qui est proposé. C'est une histoire commune. Sans programme ni solution ». Pourtant sans programme, c'est à dire sans exigences politiques clairement formulées, pas d'ultimatum. On nous promet un ultimatum. Ultimatum contre quoi ? Un Ultimatum c'est un truc du genre « tu me donnes ça sinon je vais … ». Là, pas de demande. Donc pas de vrai ultimatum. De l'agitation. Donc il y aura un nouvel ultimatum après le 1er mai. Puis un autre. Ça ronronne.

Un détour par l'Italie des années 70

Faire un détour par l'Italie des années 70 est intéressant. La radicalisation émeutière de 77, si elle donne un puissant souffle insurrectionnel n'en signe pas moins la fin – pas à elle seule évidement ! - du mai rampant et laisse la porte ouverte à la répression de masse, les emprisonnements par milliers et, surtout, le tournant ultra-libéral dès le début 1980. Veut-on revivre ça ou plutôt en tirer les leçons pour préparer une victoire révolutionnaire des prolétaires ? Le parallèle est intéressant pour sa dimension émeutière, mais aussi sur le rôle des directions syndicales. La CGIL (Confédération Générale Italienne du Travail), aux mains du PCI (Parti Communiste Italien) subit au fil du temps un puissant processus d'intégration à l'appareil d'État et l'opposition désastreuse entre "travailleurs" et "autonomes" amène un écrasement total du puissant soulèvement social. Mais plus encore, Mario Moretti, fondateur historique des Brigades Rouges, constate que progressivement, ils (les BR) étaient la pointe visible de l'iceberg, mais dont la base s'était détachée. Sans soutien massif à la base, les émeutiers sont condamnés à la mise en quarantaine. Bien sûr, nous ne sommes pas en France dans une situation de lutte armée diffuse et intense. Ici pourtant, la généralisation des appels à l'émeute ne peut laisser qu'apercevoir un détachement - un isolement - entre les émeutiers et la masse - et la base diront certains.

Une riche expérience politique qui laissera des traces

Bien sur des Gilets Jaunes ont agi un certain nombre de samedi comme des émeutiers. Beaucoup. Mais ils ne sont pas devenus des émeutiers. Il ne faut pas essentialiser. Ils ont fait une riche expérience politique qui ne se limite pas à l'émeute. En outre, beaucoup plus on rangé les Gilets. Constatons-le et avançons. Personne n'aurait prétendu durant les manif contre la Loi travail qu'il y avait plus de monde les dernières semaines qu'au début - en dehors du sursaut du premier mai. C'est pareil aujourd'hui : une fin de mouvement qui peux durer longtemps, qui peux connaître des sursauts, mais qui finira par s'éteindre malgré tout, avant de renaître sous d'autres formes.

Le rôle criminel des directions syndicales…

Dans la situation, depuis le début, le rôle des directions syndicales est pour le moins catastrophique pour ne pas dire criminel Ce n’est bien sûr pas un hasard. La CFDT, profondément intégrée à L’État, a été avant même son élection un soutien de Macron, comme elle l’avait été de tous ses prédécesseurs. La situation est plus compliquée à FO où cohabitent d’une branche à une autre, d’une UD à l’autre des orientations différentes ; mais l’élection d’un nouveau secrétaire général, Yves Veyrier, un collaborateur presque assumé du pouvoir, a tendu à pousser la centrale vers la ligne de la CFDT durant la crise des Gilest Jaunes, quoique non sans résistances. La CGT suit la même pente, même si sa décomposition n’est pas aussi avancée, en raison d’une base militante sans doute en reflux mais encore réellement existante et les résistances en interne sont vives. Cette évolution a des racines communes : des années de concertations, de négociations, d'abandons, de journées d'action et de journées saute mouton ont profondément le syndicat et par les travailleur.se.s. Voilà le bilan de la politique d’un appareil contre-révolutionnaire. A force d’avoir scié la branche sur laquelle il était assis, il prend peur et se veut "moins idéologique", c'est à dire moins politique, c'est à dire moins conflictuel. Le poids des défaites et des trahisons est évidement significatif dans le détournement progressif des travaileurs/euses syndicalisme. Cependant quel sens à s’indigner du rôle des directions pitoyables des directions syndicales si elles n’avaient pas encore un poids bien significatif ? Qu’elles l’usent pour freiner, diviser, paralyser est révoltant ! Mais c’est bien la preuve qu’elles l’ont. Et ce n’est pas tout.

…et le poids des syndicats et des syndiqué.e.s

Pour prendre un peu de hauteur par rapport à l’actualité immédiate, il faut se rendre compte que l'un des plus petit syndicat de la conf, le Syndicat Français des Artistes, compte 1200 adhérent.e.s (certes pas 1200 militant.e.s). 1200 personnes, c’est ce qui compte parmi le plus petit. Ça laisse tout de même la porte ouverte à des potentialités. Mais, dans le jeu du dialogue social, la place est laissée à celui qui se montre prêt à discuter, c'est à dire à faire des compromis — même si dans cette époque de crise, la bourgeoisie peut de moins en moins faire de concessions et exige donc une capitulation toujours plus honteuse. Pour cela, les chefs syndicaux doivent donner des gages. Ce n'est que de cette façon que l'on peut comprendre l'absence totale de réaction de Martinez face à la répression policière et judiciaire — à part sa signature du honteux communiqué commun du 6 décembre visant à la cautionner en hurlant avec les loups contre la « violence » des Gilets Jaunes — : il donne des garanties à Macron. Et ce n'est que par l'absence d'une mobilisation de masse et particulièrement des "organisation du mouvement ouvrier" que le gouvernement peut assurer sans obstacle son tournant sécuritaire, là encore pour anticiper les prochaines mobilisations.

Un courant révolutionnaire à la base des syndicats ?

A l'heure ou le 52ème Congrès de la conf approche, Martinez serre les rangs derrière lui et tente de composer avec la colère interne. Il n'a pas encore de réelle opposition face à lui, il a donc un chemin relativement dégagé pour s'assurer la reconduction de son mandat. Sans la structuration d'un courant lutte de classe à l'intérieur de l'organisation, il y a peu de chance pour que le chef soit désavoué, alors que c'est la seule solution interne. C'est ce qu'un outil comme le Front Social aurait pu contribuer à faire, s'il ne s'était pas sectarisé très rapidement, n'avaient pas adopté des méthodes bureaucratiques en interne pour imposer coûte que coûte l'hégémonie artificielle de quelques-uns et progressivement imaginé en force concurrente, ou plutôt substitutionniste, poussant des syndicalistes combatifs qui voulaient construire autre chose à retourner à leurs affaires locales (leur boîte, leur UL, leur secteur...). Faute grave : c'est une façon de discréditer la nécessité d'un courant révolutionnaire dans les syndicats en fabriquant une caricature déformée. Mais il ne faut pas abandonner. Bien au contraire, relancer cette perspective en s'appuyant sur l'immense expérience de lutte et d'auto-organisation du soulèvement des Gilets Jaunes.

Le remaniement : symptôme de la crise ou manœuvre tactique ?

Alors oui c'est vrai, il y a un remaniement ministériel. Certain.e.s pourrait y voir le signe d'une crise au sommet. "L'opposition" de droite comme de gauche se fait plaisir : Macron joue ses dernières cartes, pioche dans le cercle désormais de plus en plus restreint des "fidèles de la première heure", preuve de la faiblesse structurelle du gouvernement. Alors de deux choses l'une : oui la « Macronie » est structurellement faible, non elle ne va pas s'effondrer toute seule. Si Griveaux, premier soutien parmi les premiers soutiens s'en va, ce n'est pas parce qu'il est en désaccord avec le président mais parce qu'il vise la mairie de Paris. Pour LREM, qui a très peu d'ancrage local, prendre Paris serait un tour de force. Louiseau ne quitte pas le président parce qu'elle est en désaccord mais parce qu'elle est tête de liste aux Européennes. Ces deux ministres, proches du président, vont défendre sa politique dans d'autres sphères. Enfin, pour reprendre Ahmad Nougbo, « Macron fait dans une instrumentalisation et une manipulation qui devrait diviser le plus grand nombre puisqu'il expose Sibeth N'diaye à subir une vindicte certaine à caractère raciste qui devrait émaner aussi bien de la classe politique que des « masses ». C'est ce à quoi il veut en venir, en ayant dans son viseur la patronne du Rassemblement National qui est la seule à pouvoir lui contester son fauteuil de président.
Exciter les '' frontistes '' pour les pousser à la faute raciste afin qu'il puisse ensuite se présenter comme le seul rempart face à l'intolérance, au populisme et au racisme »

Il n'y a rien d'une rupture donc, plutôt d'une volonté de structuration et d'ancrage. C'est à ce niveau qu'il faut aussi comprendre le ralliement de Cafin, l'ex boss du WWF, pour qui c'est plus intéressant de rejoindre LREM que de rester à la tête de l'ONG. *Il vaut mieux entrer dans un gouvernement structurellement faible que de rester directeur d'une ONG structurellement forte.* Il faut comprendre cela.

Plus encore : si remaniement ministériel il y avait vraiment, c'est à dire si Macron

devait réellement intégrer des éléments hors-LREM, c'est à dire des éléments organisés nationalement, vers qui se tournerait-il ? Certainement pas les Insoumis, probablement pas vers les débris du PS trop occupés à parfaire leur tournant libéral avec Raphaël Glucksman. Il se tournerait donc logiquement vers les éléments de LR les plus proches de lui, ce qu'il commence déjà à faire : l'ex-maire de Bordeaux Juppé est entré au Conseil Constitutionnel à la demande de Richard Ferrand, président de l'Assemblée Nationale à majorité LREM. De même, Raffarin a annoncé son soutien électoral a En Marche, désavouant le chef de son propre parti Laurent Wauquiez. Enfin, Macron s'affiche en public avec Sarkozy.

Macron prépare « l'après Gilets Jaunes »…

Si LREM est faible donc, cela tient en partie à sa nouveauté, à son manque d'ancrage local, à son manque de personnalités politiques reconnue par le grand public. Mais plus profondément, c'est aussi l'expression d'un fossé grandissant entre le peuple et les partis bourgeois après trente années de néolibéralisme de plus en plus brutal. L'arrivée de LREM au pouvoir en est le symptôme. Peut-il résoudre ce problème ? C'est en tous cas ce à quoi s'attelle Macron. Alors oui, il est fatigué. Normal : on ne se reconstruit pas facilement une image après avoir pris en pleine gueule un soulèvement inédit. La bataille à du être menée sur tous les fronts : idéologique, sécuritaire, politique. Donner des garanties aux uns en tabassant les autres. Mais il ne faut pas oublier que Macron à un programme politique pour lequel il a été élu et sur lequel un bloc social bien précis fonde ses espérances. La bourgeoisie n'a pas désavoué son candidat. Au contraire, elle a fait bloc, elle l'a applaudi pour avoir su tenir par temps de tempête et lui demande plus de fermeté. Macron prépare l'après Gilets Jaunes depuis un moment et peut importe si le prix à payer est de se couper définitivement d'une partie de la population. Loi Blanquer sur l'école de la confiance, casse de l'assurance-chômage, réforme des retraites, etc. Nous devons faire de même.

Nous aussi, nous devons nous y mettre, en nous appuyant sur les acquis du mouvement…

Pour autant, plusieurs signaux sont positifs. D'abord, comme je le disais plus haut, le fait qu'une partie significative de la population ait vécu cette expérience politique inédite est porteur d'espoir pour la suite. On peux appréhender une déception forte (qui aura/a sûrement lieu), mais vu l'ampleur des attaques à venir, on peux aussi parier sur un renouveau. Particulièrement les attaques contre les retraites qui se préparent et qui infusent les éléments de langages (travailler plus, retraite à 65 etc etc). Un enjeu majeur sera la construction d'un Front large pour y faire face : retrait de la loi mais aussi politisation de la question du travail, des heures travaillées, du rapport producteur/exploiteur etc.

D'autres signaux sont positifs. Les attaques contre l'éducation nationale, qui ouvrent un boulevard pour le privé et la mort progressive du statut d'enseignant.e cumulées à

Parcoursup qui est un désastre pour les élèves réveillent un corps social enlisé depuis trop longtemps. Entre 30 et 50 000 profs ont manifestés samedi dernier. Si ce n'est pas un ras de marée, ça n'en est pas moins intéressant, au point que Blanquer, ministre de l'Éducation Nationale commence à bafouiller. Mais mieux encore, ce sont sûrement les Ags qui se tiennent autour de la Coordination des établissements contre la réforme Blanquer, notamment à Nantes ou plus de 650 prof se sont réuni.e.s. qui sont les plus à même de mettre en évidence le réveil.

Le sursaut climatique montre à quel point ce domaine est potentiellement explosif. Si on peux déplorer le côté dépolitisé des dernières manifestations, il ne faut pas moins sous estimer leur capacités mobilisatrice. Là encore, une des tâches importante est de poser les questions de fond : 70 % des gazs à effets de serres sont émis par les 100 plus grosses entreprises mondiales (Total, Areva etc). La fable des responsabilités individuelles doit être percutée : malgré tous nos efforts individuels, nous ne parviendrons qu'à réduire légèrement le danger. Ça ne veux pas dire qu'il ne faut pas le faire, au contraire, mais ça veux surtout dire qu'il faut pointer du doigt les responsables qui tentent de se racheter une dette morale à grand coup de COP et greenwhashing. Pointer du doigt et proposer en positif d'autres revendications : interdiction des énergies fossiles, réquisition des entreprises les plus polluantes, fin du nucléaire et reconversion dans le renouvelable. Revendications, pour un premier temps.

Enfin, l'inconnue autour des personnes non-blanc.he.s et des quartiers populaires commence à occuper un espace que nous devrions saisir. Nous ne devons pas essentialiser mais quelques éléments se dessinent. La question des violences policières commence à percuter les « organisations du mouvement ouvrier » et à occuper un espace médiatique. Mais plus encore, les manifestations en soutien aux algérien.ne.s en lutte – des manifestations massives en Algérie, avec des millions de personnes - contre le cinquième mandat de Bouteflika montrent à quel la question des liens entre métropole/ex-colonie est puissant, et à quel point la question de la décolonisation et plus encore de l'anti-impérialisme est centrale.

Il s'agit donc d'un ensemble de signaux qui sont envoyés. Des luttes qui mobilisent différentes couches de la populations, certes pas totalement hermétiques, mais pas pour autant « convergentes » pour l'instant. Je refuse pour ma part le terme « convergence des luttes », d'autant plus quand on constate que les mêmes qui y appellent prennent bien le soin de se cacher depuis 4 mois. Pour autant, il y a dans la période un enjeu capital à faire dialoguer tout ça, et à se préparer à la suite qui s'annonce puissante et conflictuelle. Ne pas se contenter d'une émeute donc. Au contraire, exiger bien plus.

Clarifier les objectifs et regrouper

En même temps que les rues se vident peu à peu, les AG se remplissent. Les Assemblées des Assemblées se succèdent : Commercy fin janvier, Saint-Nazaire ce

week-end. Les soulevé.e.s, les émeutier.e.s, les prolétaires les plus exploité.e.s, les femmes, toutes celles et tous ceux qui battent le pavé depuis quatre mois, affrontent Macron et sa police le sentent un peu plus à chaque pas. Ils ont besoin de clarifier les objectifs qui les a réuni.e.s pendant 21 samedi de suite. Ils peuvent mettre des mots différents sur ce qu'ils font. Peu importe. L'essentiel, c'est qu'ils/elles le fassent.

Affirmer les buts qui regroupent, c'est commencer à dresser à partir de la base le programme pouvant regrouper tou.t.e.s exploité.e.s et les opprimé.e.s. Toutes celles et ceux qui cette fois-ci ont regardé de loin en sympathisant. Bref, pas un bout de papier dans un tiroir avec de beaux slogans et qu'on ressort les jours de fête. Non, le programme qui mobilise des millions de femmes et d'hommes pour se soulever et abattre un système qui ne les laisse plus vivre, alors qu'il regorge de richesses et de potentialités encore inexploitées.

Et la force des dizaines de milliers de femmes et d'hommes pour le porter et le faire vivre partout au cœur de notre classe, dans les petites villes, les villages et les banlieues, dans les boîtes grosses, petites et moyens, les services publics vraiment utiles à la population. Notre classe se reconstituant en parti vivant à la chaleur de la lutte. Voilà à quoi nous devons contribuer.

Afin d'être prêt.e.s pour les combats qui s'annoncent et ont même déjà commencé. Pour qu'ils entraînent encore bien plus de travailleur.se.s, revigoré.e.s par le mouvement des Gilets Jaunes, plus conscient.e.s de leur force, plus déterminé.e.s à montrer à Macron qui doit gouverner dans ce pays et sous quelle forme.

Crédit photo : Martin Noda

Nastrit Daul, le 10 avril 2019